

Concession de la Haute Dordogne

Dossier de fin de concession

Décembre 2010

Pièce n° 3

Procès verbaux de récolement des travaux

Présentation historique

Par décret du 11 mars 1921 ont été déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre en vue de l'aménagement de la Haute-Dordogne, du Chavanon et de La Rhue.

A- Bort-Les-Orgues

L'aménagement hydroélectrique de Bort-Les-Orgues s'inscrit dans le cadre général de la concession Haute-Dordogne par décret du 11 mars 1921. Dans le cadre de cette concession, le décret du 28 février 1942 a déclaré l'utilité publique et l'urgence des travaux d'équipement de la chute de Bort sans délivrance d'un cahier des charges particulier. Les travaux ont fait l'objet d'une demande d'avenant qui n'a jamais été approuvée.

A la suite de la nationalisation de l'électricité et du gaz par la loi du 8 avril 1946 et de la décision du Ministre de l'Industrie et du Commerce du 23 juillet 1949 approuvant les dispositions techniques du projet d'aménagement du barrage de Bort, **le procès-verbal de récolement des travaux a été signé le 30 janvier 1951** (Annexe 1).

B- Chavanon

Les premiers travaux du barrage du Chavanon ont été entrepris à partir de 1924 mais n'ont jamais été finalisés puisqu'il s'est confirmé au fil des années que la réalisation d'un tel barrage ne présentait pas d'intérêt hydroélectrique et le concessionnaire a renoncé définitivement à un tel projet.

C- Rhue

Par décret du 31 juillet 1961 ont été approuvés une convention et un cahier des charges particulier pour l'aménagement de la chute de la Rhue s'inscrivant dans le cadre de la concession Haute-Dordogne du 11 mars 1921. **Le procès-verbal de récolement des travaux a été signé le 8 janvier 1953** (Annexe 2).

En 1987, une nouvelle usine de La Rhue a été construite. Il n'a pas pu être établi de procès verbal de récolement de cette nouvelle usine, la procédure de régularisation de celle-ci et de demande d'aménagement d'un suréquipement à Bort n'ayant pas pu aboutir (dossier déposé le 13 septembre 1991 auprès de la DIGEC).

D- Auzerette

Un décret du 5 septembre 1960 approuvant un avenant à la convention principale de zone du 11 mars 1921 a pour objet l'aménagement et l'exploitation de la chute dite de la Haute-Tarentaine sur divers affluents et sous-affluents rive droite de la Rhue. Ce décret est complété par un décret du 6 septembre 1965 qui établit en plus l'existence de la retenue de Lastioules reliée à l'usine d'Auzerette en rive droite de la retenue de Vaussaire.

Le procès-verbal de récolement des travaux a été signé le 24 octobre 1972 (Annexe 3).

E- Saint-Amandin

Le décret du 19 août 1986 approuve la convention et le cahier des charges particulier à la chute de Saint-Amandin et déclare d'utilité publique son aménagement et son exploitation. Cet aménagement n'a jamais été réalisé car d'une part le terrain était défavorable au type d'ouvrage envisagé et d'autre part l'intérêt économique de cette chute n'a jamais été démontré.